



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation à Idlib en Syrie

Question au Gouvernement n° 1155

Texte de la question

SITUATION À IDLIB EN SYRIE

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Charles Larssonneur, pour le groupe La République en marche.

M. Jean-Charles Larssonneur. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la guerre en Syrie, qui dure depuis sept ans et qui a déjà fait plus de 350 000 victimes, est proche de son dénouement.

M. Thibault Bazin. Je n'en suis pas si sûr !

M. Jean-Charles Larssonneur. Le régime syrien et ses alliés se préparent à l'assaut final sur la poche d'Idlib. Bachar al-Assad semble vouloir n'accepter qu'une capitulation sans condition afin d'anéantir le dernier bastion de la rébellion. Une offensive du régime entraînerait une tragédie humanitaire de grande ampleur dans ce territoire où vivent 3 millions de personnes, dont la moitié de réfugiés. Selon les Nations unies, 800 000 personnes pourraient être contraintes de fuir ; or ces gens n'ont pas d'issue car la Turquie a fermé sa frontière.

Nous craignons par ailleurs un nouveau recours aux armes chimiques létales par le régime. Dans cette hypothèse, vous l'avez rappelé, la France ripostera immédiatement, seule ou avec ses alliés, comme elle l'a fait en avril dernier.

Si Daech n'est plus présent dans la zone, les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, forts de 15 000 hommes, contrôlent près de 60 % du territoire. Un assaut aurait des conséquences directes pour la sécurité en Europe en raison du risque de dispersion des djihadistes.

Ankara a prépositionné des troupes pour créer une zone tampon. La Russie multiplie les démonstrations de force. Washington, pour sa part, conserve une attitude attentiste.

S'il n'appartient pas à la France – pas plus qu'à un autre État – de désigner les futurs dirigeants de la Syrie, la stabilité et l'unité du pays reposent sur une solution politique inclusive permettant à chaque minorité ethnique et confessionnelle de s'exprimer. Il est de notre responsabilité de prévenir toute violation du droit international humanitaire et toute résurgence du terrorisme djihadiste.

Alors que le régime et ses alliés ne montrent actuellement aucune volonté réelle de négocier, pouvez-vous, monsieur le ministre, nous préciser la position française et nous indiquer la feuille de route de notre diplomatie ?
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Monsieur le député, la situation à Idlib est extrêmement grave. Nous sommes à la veille d'une catastrophe humanitaire et sécuritaire considérable, d'autant que ceux se déclaraient être les garants de ce qui s'appelait encore, il y a quelques jours, la « zone de désescalade d'Idlib » ne se sont pas mis d'accord vendredi dernier à Téhéran. Par conséquent, la Turquie se trouve isolée. Par ailleurs, les premiers combats ont commencé.

Face à cette situation très grave, la France dit quatre choses complémentaires.

Premièrement, l'hypothèse de crimes de guerre n'est pas exclue – c'est la France qui le dit – à partir du moment où l'on commence à bombarder de manière indiscriminée les populations civiles et les hôpitaux.
(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir.)

M. Jean-Luc Mélenchon. Au Yémen ?

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre*. Deuxièmement, nous devons maintenant faire en sorte qu'il y ait une mobilisation humanitaire d'anticipation, de prévention. La France y contribue elle-même financièrement, afin d'être en situation d'agir de manière préventive et d'avoir accès aux zones.

Troisièmement, comme l'a déjà dit le Président de la République – je le redis ici avec beaucoup de gravité –, la France est prête à réagir fermement, avec ses alliés, en cas d'emploi avéré de l'arme chimique par le régime.
(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)

M. Fabien Di Filippo. Vous allez régler tous les problèmes !

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre*. Quatrièmement, alors que Bachar al-Assad ne voit qu'une issue militaire, nous ne voyons qu'une issue politique. C'est ce que nous avons dit hier soir au Conseil de sécurité et ce que dira le Président de la République à l'Assemblée générale des Nations unies la semaine prochaine.

Cette mobilisation est nécessaire pour éviter le pire. Le pire n'est pas encore sûr, mais il faut que chacun prenne ses responsabilités. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes MODEM et UDI-Agir.)*

M. Jean Lassalle. Vive la France !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Charles Larssonneur](#)

Circonscription : Finistère (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1155

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 septembre 2018](#)